

# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 39 / 28 SEPTEMBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

après la conférence de presse de Pompidou...

## A BAS LA POURRITURE DU PARLEMENTARISME BOURGEOIS !



au reste, ces scandales n'atteignent nullement l'institution parlementaire  
(l'humain du 18 septembre)

ne créons pas ce climat pestilentiel qui fait que les français finissent par dire de leurs élus : quoi, tous les mêmes !

Vaste mise en scène, questions, réponses, prévues jusques dans leurs moindres détails, voilà pour le décor des conférences de presse élyséennes. C'est le très très zélé Ferniot de France-soir qui s'est vu attribuer l'honneur de poser la question sur les scandales... mais en prenant des gants.

Pompidou n'a pas innové, il a commencé par la défense classique : Aranda n'est qu'un fou. Et avancer force détails sortis fraîchement des poubelles de l'Elysée. Mais ce fou a révélé des dossiers suffisamment véridiques pour que Pompidou, "sain d'esprit", ne les nie pas. Bien plus, ce que n'a pas fait Aranda, il a justifié les interventions, les coups de piston, les falsifications, en un mot la corruption, dont seulement une infime partie est étalée au grand jour.

### TOUS LES PARLEMENTAIRES SONT CORROMPUS.

En 11 ans de cabinet, il en a vu, Pompidou, des dossiers ! Identiques à ceux d'Aranda, et pourtant il n'a rien dit. C'est que lui, Pompidou, a une conception des "règles les plus élémentaires de la moralité et de la dignité individuelle" qui lui interdit de "remuer la boue". Parce que cela salit les mains ; et pourtant il patage dedans.

Le premier représentant de la bourgeoisie a établi une distinction "entre les demandes individuelles et celles des sociétés" les 1<sup>er</sup> pouvant être répréhensibles, les 2<sup>e</sup> pas. Et de sortir son "cas personnel". Le grand cœur, le généreux Pompidou, qui ne peut accepter de voir des ouvriers licenciés (lui dont le gouvernement avoue officiellement plus de 650.000 chômeurs, chiffre rectifié) est intervenu en personne en faveur d'une société privée pour "demander qu'on essaye de fournir des commandes", sinon "200 à 250 ouvriers seront mis au chômage". Lui, Pompidou, n'y avait aucun intérêt, ni financier ni électoral. C'est lui-même qui le dit et qui oserait mettre en doute la parole d'un Pompidou ? Ces respectueux journalistes n'ont pas demandé le nom de la société.

Là encore Pompidou n'a pas innové : Claude Labbé pour justifier son intervention a aussi invoqué que des ouvriers allaient être licenciés. Mais, au fait, Tomasini, Habib-Deloncle, Claude Labbé, etc... sont tous intervenus "bénévolement" en faveur de sociétés ils seraient donc tous, comme Pompidou, des Bienfaiteurs de la classe ouvrière ? Ils ont tous comme Pompidou le souci de l'intérêt général ? ... A moins que Pompidou, comme

"Il n'y a pas que les salariés, il y a même beaucoup plus malheureux que les salariés, et beaucoup plus malheureux que les petits". Pompidou a poursuivi l'opération électorale mise en route par Faure-Messmer et que Front Rouge n° 37 a dénoncée.

L'hypocrite Pompidou y a été de sa petite larme sur le sort des vieillards... "des femmes seules... des veuves... des familles... des handicapés". Pompidou en parlant des vieillards amalgame les vieux rentiers, les vieux exploités avec les ouvriers qui, après avoir été exploités jusqu'à l'extrême limite sont réduits à la misère la plus noire. Il invite la classe ouvrière à s'apitoyer sur la condition de ces "vieux" à la comparer avec la sienne, et à se satisfaire de son sort qui est beaucoup plus enviable que le leur. Pour Pompidou, le smigard, malgré la hausse des prix, l'OS, soumis à l'intensification du travail, l'ouvrier sur le point d'être licencié, le chômeur, n'ont pas à se plaindre, ils ont plus de 12 F par jour ! Les ouvriers n'auraient donc aucune raison de revendiquer et de se mettre en grève. C'est l'objectif que se fixe la bourgeoisie. C'est ce qu'elle appelle la solidarité. C'est là le rêve de l'ancien banquier de Rothschild Rêve que les luttes contre la paupérisation feront voler en éclat. La solidarité des vieux ouvriers usés par le capital et des ouvriers soumis à l'exploitation se fera contre la bourgeoisie.

Tomasini et Cie n'ait des intérêts particuliers dans certaines sociétés privées. Comme par exemple à la Compagnie Le Nickel dont Pompidou fut administrateur avant d'entrer dans l'appareil d'état. C'est sans doute pour améliorer le sort des mineurs de la Nouvelle Calédonie, que l'état a stoké à ses frais 10.000 tonnes de nickel afin que l'ancien employeur de Pompidou puisse les revendre au prix fort dans quelques temps. Stockage financé par les impôts extorqués à la classe ouvrière !

Pompidou ne signe pas les interventions, il a un cabinet pour cela. Aucun risque de voir son nom dans les dossiers d'Aranda. Par contre il y a les "députés moyens" qui "n'ont pas de fortune personnelle". Alors que tous ces malheureux sont pour le moins avocats, médecins, plus souvent P.D.G. et membres de conseils d'administration, alors qu'ils touchent 8.000 F par mois, plus un tas d'indemnités. Effectivement par rapport aux Dassault, Giscard, Chaban, Pompidou, c'est la misère. Pompidou reconnaît sans sourciller que si un quelconque parlementaire

veut être réélu, il n'a qu'une solution : "signer à longueur de journées des interventions... répondre à tout le monde en y mettant si possible un ton pressant". Tout cela à cause d'une "administration inaccessible". Les députés moyens, ces "pauvres types", qui n'ont pas les possibilités de faire des enquêtes, des vérifications, tombent dans les pièges que leur tendent quelques bandits sans scrupule. Et voilà le tour est joué. Si on comprend bien, Charret, Sibaud par exemple ne sont que des victimes de leur propre dévouement. De l'aveu même de Pompidou, les députés qui ne se plieraient pas aux pressions diverses, aux intérêts particuliers de quelques individus ou sociétés, sont impitoyablement éliminés. Cela revient à dire que tous les parlementaires sont corrompus.

Pompidou ne peut faire autrement que de promettre une épuration et des poursuites judiciaires contre les parlementaires trop maladroits. Il établit 2 degrés dans ce qu'il appelle pudiquement "l'imperfection" : "des



PRESERVER A TOUT PRIX LES ILLUSIONS PARLEMENTAIRES

"La justice est lente" s'est félicité Pompidou, cela évite que des innocents ne soient condamnés. Les Charret et autres Rives Henrys n'ont pas trop de soucis à se faire, leurs avocats auront tout le loisir d'utiliser leur habileté.

Pompidou refuse que la justice soit expéditive lorsqu'il s'agit de régler des différends au sein de la bourgeoisie. C'est là que "le code de procédure qui avait été conçu entièrement en faveur des droits de la défense" prouve son utilité. Par contre lorsqu'il s'agit de juger un jeune ouvrier accusé d'avoir volé une mobilette, ou de s'être rebellé contre les flics, de statuer sur l'expulsion d'un travailleur immigré, de signer un ordre de perquisition chez un militant révolutionnaire, alors là, la justice de la bourgeoisie ne perd pas de temps, et traite des dizaines, des centaines d'affaires de ce type dans une journée. Le flagrant délit permet d'expédier de telles affaires sans même un avocat pour ces inculpés ! Cette justice là Pompidou aussi s'en félicite, mais il ne l'a pas fait publiquement.

(Suite page 2)

# à bas la pourriture du parlementarisme bourgeois !

suite de la page 1

# le programme PS-PC UN MONUMENT DE CRETINISME PARLEMENTAIRE

LE PARLEMENT : UN MOULIN A PAROLES POUR DUPER LES MASSES

Aux masses qui, instinctivement se méfient du parlement bourgeois, soupçonnent sa véritable nature de simple moulin à paroles pour duper "le bon peuple", les révisionnistes répondent d'abord : oui c'est vrai "l'assemblée nationale est réduite au rôle de Chambre d'enregistrement des décisions prises en dehors d'elle par le pouvoir exécutif" (programme de gouvernement p. 118). Mais ils masquent aussitôt que c'est là, depuis près de 100 ans en France, la nature même du parlement bourgeois. Ils présentent cela comme un accident, datant de 1958 : "le régime en place depuis 12 ans a progressivement vidé la démocratie politique de tout contenu". Et avec toute l'hypocrisie propre aux juristes bourgeois, ils assurent qu'il suffira au parlement bourgeois de supprimer et corriger "les dispositions du texte constitutionnel qui ont servi à l'instauration et aux abus du pouvoir personnel" (programme commun p. 150) et le tour sera joué : "le parlement disposera des moyens d'exercer le pouvoir législatif, de contrôler l'exécutif", et de prendre les décisions qui lui incombent sur le plan national" (p. 151).

Voilà à quoi tendent toutes les rengaines du P" C" F sur le "pouvoir personnel" : à faire croire, qu'avant 58, le système parlementaire bourgeois était, pour les masses, une "démocratie politique" au contenu plus plein ! Certes, le parlement bourgeois d'avant 58 a légitimé, contrôlé l'exécutif et pris les décisions qui lui incombent ! Résultat, entre autres : répression des mineurs de 48, des manifestants anti-US en 52, guerre coloniale d'Indochine, agression de Suez, guerre coloniale d'Algérie. Quelle "démocratie politique" pour les masses !

Evidemment tout le monde n'est pas forcément convaincu que la démocratie serait plus "avancée" si elle pouvait reculer jusqu'en 58. La méfiance plus ou moins consciente des masses à l'égard du parlementarisme bourgeois vient de leur propre expérience : elles sentent que le parlement bourgeois, d'avant et d'après 58, a toujours beaucoup parlé mais que les questions vraiment importantes pour elles (budget, politique étrangère, répression), se décident toujours en dehors du parlement bourgeois. Quelques exemples :

— Le budget : c'est en principe une tâche importante du parlement que de le voter. En fait, il se borne à suggérer d'infimes retouches. Le travail est déjà complètement fait et décidé par le ministère des finances. Ainsi, le plan "d'aide à la sidérurgie" où l'état bour-

parlementaires qui à cause de leurs intérêts électoraux se laissent aller à des interventions marginales parfois douteuses, parfois inadmissibles". Charret intervient en faveur des tenancières de bordels, Guillermain fait coller ses affiches par les gangsters proxénètes Sorba. Ils ne sont pas une exception. Tous les députés de l'actuelle majorité ont recours aux SAC pendant leur campagne. Ce sont les truands du SAC pour la circonstance baptisés "colleurs d'affiches UDR" qui ont assassiné Lanvin et Labroche.

2<sup>e</sup> degré "d'imperfection" : "ceux qui n'hésitent pas à utiliser leurs mandats pour s'enrichir à des fins personnelles". Là encore il n'y a pas d'exception. Tous les dépu-

tés quel qu'ils soient mangent grasement au ratelier parlementaire. C'est seulement la façon de le faire qui varie. Du trafic d'influence de Sibeud aux commandes d'armement du P.D.G. Dassault, aucun ne semble avoir perdu de l'argent lors de son passage au parlement.

Bref, les distinctions de Pompidou, sa hiérarchie de l'imperfection doivent lui permettre de se débarrasser des cas les plus voyants, mais nullement de diminuer la corruption qu'il a lui-même commis par justification. De plus, en araquant les phares sur l'affaire Aranda, Pompidou a escamoté cet autre aspect de la corruption : les liens entre le père et l'appareil policier. C'est que dans ce 2<sup>e</sup> cas, les justifica-

tions auraient été plus difficiles à fournir et que surtout la bourgeoisie n'accepte pas que l'un des principaux instruments de sa dictature soit tant soit peu mis en cause. Les journalistes, en bons valets, n'ont pas insisté.

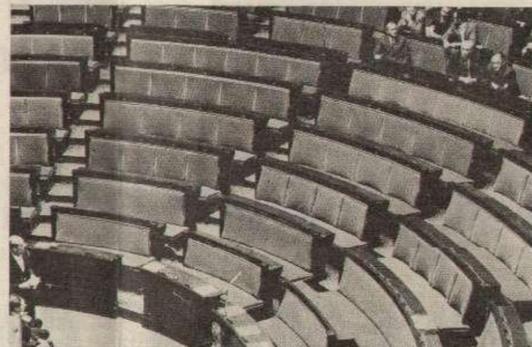
## PRESERVER A TOUT PRIX L'ILLUSION PARLEMENTAIRE

A la fin de son plaidoyer, Pompidou lance cet avertissement : "attention, ne créons pas ce climat pestilentiel... qui finit par faire que les français, volontiers sceptiques, volontiers médisants, finissent par dire de leurs élus : Quoi ! tous les mêmes !". Les "français" dégoûtés du parlement, voilà la crainte de Pompidou, voilà la raison essentielle

pour laquelle il a pris tant de soin à justifier la corruption, au-delà du fait que c'est l'UDR, le parti dominant du gouvernement, qui est la plus compromise. En effet toutes les révélations, toutes les magouilles, étalées au grand jour peuvent discréditer le système parlementaire bourgeois qu'à justement si bien décrit Pompidou : "Chaban, je pensais m'en débarrasser en dissolvant l'assemblée. Puis, j'ai eu envie d'un référendum. Donc plus question d'élections législatives, il ne faut pas abuser du suffrage universel... J'ai donc dit à Chaban de s'en aller. La question de confiance ? ... Bof, ça lui faisait plaisir. Si la gauche gagne aux élections de 73, je forme un gouvernement. S'il est reversé ? J'ai le choix : soit j'en forme un autre, soit je dissous et l'on revote". C'est à peu près dans ces termes que Pompidou a décrit le fonctionnement des institutions. Son franc parler est révélateur : la démocratie bourgeoise permet de changer sans risque sans heurt, le personnel politique (y compris Pompidou lui-même) en fonction des besoins du capital financier. Pompidou a bien pris soin de dire que Mitterand, que toutes les formations politiques, étaient partie prenante de ce jeu ; que toutes avaient donc intérêt à défendre les institutions parlementaires.

Les révisos du P" C" F. sont les premiers à se joindre à ce concert. S'ils sont satisfaits de voir disparaître quelques uns de leurs rivaux, ils craignent peut-être plus que Pompidou, de voir les ouvriers dégoûtés se détourner des urnes. Toute leur stratégie de "passage parlementaire" en prendrait un sérieux coup. C'est pourquoi ils s'empressent d'affirmer à chaque nouveau scandale qu'il s'agit de mauvais éléments mais que comme le dit Fajon, "ce n'est pas l'institution parlementaire qui est en cause".

Aranda, Pompidou, Marchais, Mitterand, s'expriment de la même manière : il faut chasser les "brebis galeuses" pour préserver la façade démocratique et préserver toutes les illusions sur le parlement.



Redorer le parlementarisme, objectif des révisionnistes.

## LE PARLEMENT, L'ASSIETTE AU BEURRE

Si le parlement bourgeois est à ce point une assemblée de figurants, de tousjours dociles, qui plastronnent et pérorent pour la galerie, c'est, en particulier, parce que la bourgeoisie a depuis longtemps organisé et mis au point un système bien simple pour se soumettre complètement ces quelques centaines de soit-disant représentants du peuple. Ce système, c'est la corruption. Le parlementarisme bourgeois est pourri jusqu'à la moelle : il repose entièrement sur la prostitution politique.

La bourgeoisie recrute ses bateleurs : c'est la caisse des partis bourgeois, directement alimentée par elle, qui décide de donner les moyens à tel ou tel d'entrer en lice ; de lui payer offices, salles, colleurs, nervis, journalistes, secrétaires, locaux, etc... tout cela n'est qu'un début...

"l'élou" fait ses preuves : s'il montre d'une part sa capacité à duper les masses, à organiser son réseau d'agents électoraux, à organiser lui-même la corruption ; si d'autre part, il montre sa capacité à se laisser corrompre, à servir ses maîtres, à développer des relations étendues et fructueuses dans l'appareil d'état, il reçoit de plus en plus d'envoies, de commissions, de précieux tuyaux pour spéculer en bourse etc...

— enfin c'est le couronnement : l'élou devient si précieux si indispensable que la bourgeoisie lui procure, au besoin après un passage dans les cabinets ministériels une série de sinécures grasses payées : des sièges dans différents conseils d'administration de sociétés privées ou publiques.

Ce système de corruption, si bien au point, le P" C" F le nie, le masque autant qu'il peut. Au contraire, il entretient le culte de "l'élou", "représentant de la nation", il défend l'honneur du parlement français. Devant les quelques tripotages (courants, quotidiens) rendus publics par Aranda, l'Huma (18 septembre) crie bien haut : "ces scandales n'atteignent nullement l'institution parlementaire".

Le P" C" F essaie de faire croire que la corruption n'est pas la règle du parlementarisme bourgeois, mais seulement la conséquence néfaste du "régime UDR-centriste". Il ne veut guère aller au-delà des quelques cas de "brebis galeuses", type Rives Henrys, que les clans de la bourgeoisie, aux moments où s'agissent leurs rivalités, se décident à rendre publics pour se les envoyer à la figure. Il restreint en fait "la liaison étroite entre le pouvoir et le grand capital", au sein du parlement aux quelques cas de gros industriels et

de banquiers, type Dassault, à qui il a pris la fantaisie de siéger en personne à la Chambre.

Dès lors, la majorité "de gauche" se fait forte d'éliminer à bon compte ces abus : avec des phrases comme : "la corruption de l'argent... ne sera pas tolérée" (p. 149). Et des mesures parfaitement hypocrites telles que : "les partis et les candidats aux élections devront publier leur budget". Ou encore : "les dispositions législatives de Chaban Delmas I I définissant l'incompatibilité du mandat de député avec l'exercice de certaines activités professionnelles seront renforcées et rigoureusement appliquées". Comme s'il n'était pas toujours possible aux capitalistes de trouver leurs comptes, de trouver des prête-noms et comme si le trésorier du P" C" F ne le pratiquait pas lui-même.

En fait, ces champions de la "lutte pour la propreté" prévoient d'élargir, d'officialiser la corruption parlementaire : ils prévoient de créer une multitude d'organismes, d'offices, etc... où sidégeraient de droit les parlementaires (et aussi bien les élus régionaux départementaux et communaux). Il y aura ainsi des députés au conseil d'administration de l'ORTF (p. 165), des élus dans les offices fonciers, nouvelle mouture des SAFER (p. 125), des élus, beaucoup d'élus, dans tous les offices d'urbanisme d'HLM, etc... (p. 66/69).

Ainsi les députés n'auront plus à écrire ou recevoir des lettres plus ou moins confidentielles et compromettantes : ce sera à eux, en toute légalité, de passer les marchés !

Si les révisionnistes défendent avec tant de zèle le parlementarisme bourgeois, c'est qu'ils ont déjà accés au partage du gâteau et ne rêvent que d'arrondir leur portion.

Au parti du prolétariat de dénoncer largement la nature réelle du parlement bourgeois : instrument de duperie et d'oppression des masses, pourri jusqu'à la moelle.

Mais nous ne devons pas pour autant tomber dans une critique anarchiste du parlementarisme : — d'une part conformément à notre programme, nous saurons utiliser le parlement bourgeois comme tribune, en particulier pour dénoncer sa pourriture.

— d'autre part, nous devons expliquer clairement que nous ne sommes pas opposés au système représentatif en général. Mais que c'est seulement sous la dictature du prolétariat que les masses auront 10 000 fois plus de libertés pour désigner leurs représentants agissant exécutant (et non des marionnettes) directement responsables devant elles.

# police et prostitution...

UN PREFET DE POLICE POURQUOI FAIRE ?

L'annonce de la nomination d'un préfet de police à Lyon a d'emblée rencontré l'accord des autorités publiques locales. "Je me réjouis de cette décision" proclame le préfet Max Moulin, "je suis heureux qu'il soit satisfait de cette décision" reprend le maire Pradel. On ne manque pas, bien sûr, de faire le lien entre cette nomination et les scandales de Lyon. Mais à lire les déclarations de prés, on s'aperçoit que c'est pour de tout autres motifs. Pradel en effet déclare "le préfet d'une région comme la région Rhône-Alpes, ne pouvait s'occuper de tout. Le préfet de police... pourra donc s'occuper des problèmes spécifiques. Mais pour moi ces problèmes de police ne sont pas ceux, assurément très importants, qui concernent la lutte contre toutes les formes de criminalité. Il y a aussi... (et suivent les cartes, grises, les taxis, la fourrière à voitures) et... la sécurité dans les banlieues".

Or, pour le maire Pradel, qui "trouble la sécurité" ? maquereaux, putains, et tous ceux qui vivent de la prostitution ? Pas du tout. A ce que l'on sache, Pradel n'a jamais élevé la moindre protestation dans ce sens, bien au contraire, et si, actuellement, il se tient dans le plus total silence, et ne voudrait pour rien au monde être obligé d'en sortir, ce n'est pas pour rien. Non, pour lui, ceux qui troublent la sécurité, ce sont les jeunes, ce sont les immigrés, les révolutionnaires, et c'est bien contre eux que Pradel a toujours réclamé des effectifs de police supplémentaires. Il espère bien que le préfet Perrier les lui accordera. Il espère bien aussi pouvoir généraliser la pratique de l'ilotage (quadrillage heure par heure de chaque rue d'un quartier par des flics) actuellement en œuvre sur un quartier ouvrier de Lyon. Il espère aussi que de nouveaux chiens policiers iront renforcer les raids nocturnes des flics à la chasse des militants révolutionnaires colleurs d'affiches.

Les déclarations du gouvernement au sujet de la nomination confirment celles de Pradel. Il n'y est pas question de prostitution, mais des problèmes posés par les grands centres urbains, par "la criminalité organisée", et "le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique".

La véritable cause de la nomination d'un préfet de police à Lyon, elle est donnée par Marcelin lui-même, qui, le 25 novembre 71 devant l'assemblée générale de l'association du Corps Préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, déclarait : "Dans les périodes de trouble, de contestation, de remise en cause, où même les institutions les plus anciennes ne savent plus résister, mais jouent plus leur rôle, l'Etat reste de-

# police et prostitution...

UN PREFET DE POLICE POURQUOI FAIRE ?

but et sert de rempart à la population". Le gouvernement profite en effet de l'indignation soulevée par la corruption pour accroître son appareil répressif et ainsi faire passer cette mesure pour salutaire. Une fois l'émoi passé, les maquereaux et les flics reprendront tranquillement leurs occupations communes. Marcelin lui aura sur place une antenne directe chargée spécialement et uniquement de mener à bien les tâches de surveillance, de fichage, de répression des ouvriers grévistes et des révolutionnaires. La nomination d'un préfet de police dans les grandes villes, c'est une mesure qui renforce la dictature de la bourgeoisie !

## L'AMI DU SECRETAIRE DU PARQUET EN PRISON

Après les policiers Isnard, Simonin, Javille, Tonnot, après les députés UDR, c'est un adjudant chef en retraite, Santini, qui vient grossir les rangs des accusés dans l'affaire de Lyon. Et Santini n'était pas n'importe qui : il était très connu à Lyon, il jouissait de l'amitié protectrice de Lorenzi, adjoint au maire Pradel, secrétaire général du parquet de Lyon, il bénéficiait de "l'honorabilité" que procure la richesse, et pour couronner la tout il était décoré. Alors que tout le monde savait qu'il vivait largement au-dessus de ce que lui permettait sa retraite de sous-officier, alors qu'il achetait, vendait, rachetait bars et hôtels dont la réputation de bordels n'était plus à faire, on lui décerne le 6 mai 1970 le Mérite National à titre militaire... Les "bons et loyaux services rendus" lui permettant de prendre place dans le chœur des fidèles supports de la bourgeoisie, les flics proxénètes, et les députés corrompus.

## DEUX GAFFES DU DEPUTE CHARRET

Le député Charret semble avoir compris que pour essayer de sortir du guépier où il est, le meilleur système de défense c'est encore de mouiller ses amis. Ainsi quand on l'avait accusé de connaître et protéger les frères Sorba, il s'était empressé de déclarer que ce n'était pas vrai du tout, mais que par contre les frères Sorba étaient les agents électoraux d'un autre député UDR de Lyon... ! Quand maintenant on l'accuse photo à l'appui non seulement de trinquier avec des maquereaux, mais encore de se faire entretenir par eux, il rétorque que sur la fameuse photo, "des bandes noires ont été placées sur certains visages qui sont ceux d'industriels lyonnais et non de proxénètes". Eh bien merci, Monsieur Charret, on savait que vous n'étiez pas seul à vivre de la prostitution, on savait qu'il y avait à vos côtés des flics et des adjudants chefs, vous connaissez maintenant qu'il y a aussi des capitalistes !

de ses 3 "incorruptibles". Pompidou, de son côté, Giscard, Giscard, Giscard Schneider, et Chalandon de la banque commerciale de Paris... Avec des clients comme ça, c'est de l'arrosage en grande pompe !

On est encore au sommet de l'échelle avec Cofiroute. Cofiroute c'est un groupe d'entreprises et de banques qui construit des autoroutes et empêche le flic aux péages. Dans une lettre à Chalandon, ce groupe se plaint du programme d'aménagement des routes nationales (qui risque de détourner des autoroutes une partie du trafic) et trouverait "très regrettable" que ce programme se poursuive. C'est un rappel à l'ordre à peine voilé... directement au ministre. Bien malgré lui, Aranda dévoile qui commande au ministre.

Dans ce petit jeu lucratif, les élus de la majorité ont un atout de taille sur leurs "collègues" de l'opposition : ils appartiennent à la même boutique que ceux qui, dans les ministères, mettent leur signature au bas des marchés... Ça facilite les contacts et ça attire les clients.

Si est le PDG de la société Leclerc lui-même qui l'avoue, et il ajoute qu'il a régulièrement de telles "difficultés" pour obtenir un permis de construire, mais que, chaque fois, quelques millions versés aux Sibeud du coin suffisent à lever ces difficultés. Effectivement, M. Le Député Moyen ne renâcle pas sur les interventions... pourvu que l'enveloppe soit suffisamment lourde.

l'échelon supérieur, on rencontre le docteur Fric. Le docteur Fric n'est pas n'importe qui ; comme son nom l'indique, il est trésorier de l'UDR. Le docteur Fric connaît lui aussi quelques sociétés, dont il propose les services à Chalandon. Mais ce ne sont pas n'importe quelles sociétés, ce sont "nos" bureaux d'étude, comme dit Fric, dans la lettre photocopiée par Aranda. C'est-à-dire des bureaux d'étude qui ne sont en fait que des collecteurs de "fond" de l'UDR et qui, moyennant quelques plans techniques, raffent 1 %

de ses 3 "incorruptibles". Pompidou, de son côté, Giscard, Giscard, Giscard Schneider, et Chalandon de la banque commerciale de Paris... Avec des clients comme ça, c'est de l'arrosage en grande pompe !

On est encore au sommet de l'échelle avec Cofiroute. Cofiroute c'est un groupe d'entreprises et de banques qui construit des autoroutes et empêche le flic aux péages. Dans une lettre à Chalandon, ce groupe se plaint du programme d'aménagement des routes nationales (qui risque de détourner des autoroutes une partie du trafic) et trouverait "très regrettable" que ce programme se poursuive. C'est un rappel à l'ordre à peine voilé... directement au ministre. Bien malgré lui, Aranda dévoile qui commande au ministre.

Dans ce petit jeu lucratif, les élus de la majorité ont un atout de taille sur leurs "collègues" de l'opposition : ils appartiennent à la même boutique que ceux qui, dans les ministères, mettent leur signature au bas des marchés... Ça facilite les contacts et ça attire les clients.

Si est le PDG de la société Leclerc lui-même qui l'avoue, et il ajoute qu'il a régulièrement de telles "difficultés" pour obtenir un permis de construire, mais que, chaque fois, quelques millions versés aux Sibeud du coin suffisent à lever ces difficultés. Effectivement, M. Le Député Moyen ne renâcle pas sur les interventions... pourvu que l'enveloppe soit suffisamment lourde.

l'échelon supérieur, on rencontre le docteur Fric. Le docteur Fric n'est pas n'importe qui ; comme son nom l'indique, il est trésorier de l'UDR. Le docteur Fric connaît lui aussi quelques sociétés, dont il propose les services à Chalandon. Mais ce ne sont pas n'importe quelles sociétés, ce sont "nos" bureaux d'étude, comme dit Fric, dans la lettre photocopiée par Aranda. C'est-à-dire des bureaux d'étude qui ne sont en fait que des collecteurs de "fond" de l'UDR et qui, moyennant quelques plans techniques, raffent 1 %

# cgt, cfdt, 2 voies, un même but : appuyer l'Union de la Gauche

La CGT et la CFDT ont fait connaître toutes deux leur position par rapport au programme de la gauche.

La CGT affirme que le Programme commun constitue un très grand événement qui "débloque la situation. Il ouvre une perspective concrète au combat de la classe ouvrière qui peut, à présent, prolonger ses luttes économiques sur le terrain politique en vue des transformations profondes dont la société a besoin". (Seguy à la Mutualité 7.9.72). Le jugement est clair et net : enfin une bonne voie de garage qui va nous permettre de casser l'énergie révolutionnaire du prolétariat, de l'aiguiller sur la perspective de l'union de la gauche, des élections de 73. Voilà qui remet bien à sa juste place l'appel claironnant de Seguy, le même jour : "l'action est à l'ordre du jour", c'est-à-dire : Profitez de la combativité de la classe ouvrière pour organiser des actions de soutien au programme commun. Après avoir ainsi appelé les militants CGT à se faire des supporters de la ligne électoraliste du P" C" F, Seguy ose affirmer avec aplomb l'indépendance de la CGT par rapport à tout parti politique !

La CFDT, elle, suit une démarche différente. Voici sa position sur le programme commun : "Il opère un clivage entre gauche et droite, entre forces anti-capitalistes et capitalistes". "Le programme commun prend en compte de nombreuses revendications pour lesquelles les travailleurs luttent actuellement telles que le SMIC. La

Rhône-Isère, les ouvrières sont en grève pour une augmentation de salaire.

Rhône-Isère, est une entreprise de serrurerie qui travaille en particulier pour Peugeot, Renault, Citroën... fabrique des antivols et des serrures de bâtiment.

Pour les 600 OS, en majorité des femmes, les conditions de travail sont très dures, 45 h minimum par semaine (beaucoup sont obligées de faire 50 h à cause des salaires de misère), dans le bruit, la fumée d'huile, les cadences.

Les salaires sont très bas, et varient d'une ouvrière à l'autre : 4,64 F à l'embauche, mais beaucoup de femmes en restent là même après plusieurs années d'ancienneté. La prime sur le chiffre d'affaires est un autre moyen de semer la division en faisant varier les salaires : pour le même travail les OS ne sont pas au même indice (ce qui entraîne des écarts de 25 cts) et de plus la valeur de l'indice change chaque mois sous prétexte qu'il dépend du chiffre d'affaires !

Ainsi les ouvrières ne peuvent pas savoir sur quoi compter chaque mois. Déjà avant les vacances les filles avaient déclenché un mouvement sur les conditions de travail. A l'époque la CGT préparait sa journée nationale du 7 juin et avait essayé de rompre le mouvement tout de suite en reportant la lutte à la journée d'action : les ouvrières prirent avec des mièvreries.

Depuis la rentrée, le mécontentement est très grand sur les salaires. Tout le monde attendait un ordre de grève.

A la suite des discussions habituelles avec la direction, les délégués proposent une réunion d'information au cours de laquelle les ouvrières décident la grève.

Aujourd'hui la CGT est obligée de tenir compte des contradictions apparues la dernière fois, et de la détermination des ouvrières. Elle soutient la grève en apparence (pas de mobilisation, piquets de grève symboliques...) tout en cherchant à l'utiliser comme un prétexte pour la journée nationale d'action préparée par la CGT sur les impôts, le jour de la discussion du budget à l'assemblée. C'est ainsi que vendredi le tract de la CGT insiste sur les limites d'une action d'usine, et parle de la journée d'action en question. Lundi, elle intervient à nouveau sur cette journée, en la situant dans la perspective d'une victoire du programme commun.

Les marxistes-léninistes s'efforcent d'impulser les initiatives mobilisant les ouvrières. Dans leur propagande ils ont commencé à dénoncer la tactique de la CGT dans la lutte, ses liens avec la politique du P" C" F qui cherche à dévoyer la conscience révolutionnaire du prolétariat dans la métrisation électrolaire de la "gauche", et dans le programme commun.

25.9.72 Correspondant Rhône-Isère

Sécurité Sociale, la durée du travail, les retraites et l'emploi".

Le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit là d'un jugement très favorable. La CFDT considère que le programme est anti-capitaliste, qu'il se situe du côté de la classe ouvrière. C'est exactement ce qu'avait demandé, une semaine auparavant Seguy à la Mutualité : "Nous souhaitons que les organisations syndicales s'entendent pour soutenir le programme de la gauche sur la base de leurs préoccupations syndicales communes". Pas de problèmes sur cette base là, Maire ne marchandera pas son appui à la CGT et au programme.

Toutefois, la CFDT émet des réserves sur différents points : elle constate l'absence "de changement profond de la qualité de la vie dans la mesure où prédominent toujours les exigences de la rentabilité matérielle et du productivisme", le risque "de déviation vers une centralisme étatique". Et c'est sur la base de ces réserves que "la CFDT ne participera pas aux comités, ne s'associera pas aux déclarations de soutien au programme commun". Il faut être clair, ne pas participer aux comités de soutien ne signifie pas que la CFDT n'approuve pas le programme de l'Union de la gauche. En fait, on retrouve bien là, la CFDT, qui utilise les contradictions entre les révisionnistes et la classe ouvrière pour étendre sa propre influence comme elle a tenté de le faire aux grèves du Joint, des Nouvelles Galeries ou de la Penaroya.

En effet, toute une frange de la classe ouvrière, jeunes travailleurs, ouvriers dégoûtés par l'attitude de la CGT et du P" C" F dans les luttes, ne sont pas très enthousiasmés par le programme commun. Ni les révisionnistes (P" C" F-CGT), ni le PS ne pourraient amener ces ouvriers à soutenir l'Union de la gauche. Eh bien, c'est la CFDT qui va s'en charger, non pas en mobilisant sur le programme, mais sur des soit-disants possibilités de l'améliorer. Pour la CFDT, seul "un puissant mouvement conscient des ouvriers" peut dépasser le programme, et déboucher sur un socialisme "démocratique et auto-gestionnaire". Mais cette marche au socialisme passe obligatoirement par une première étape : la victoire de la gauche dans prochaines élections. Sur ce point, après avoir tourné autour du pot, dit "oui, mais..." la CFDT s'est exprimée très clairement : A. Detraz, son chargé du secteur politique, répond dans "l'Unité", le Journal de Mitterand, à la question : que fera la CFDT, lors des prochaines élections ? "Nous avons la volonté de contribuer à la défaite de l'actuelle majorité politique".

Ainsi, par des moyens détournés, Edmond Maire se retrouvera au coude à coude avec Seguy pour appeler à voter pour les candidats de l'Union de la gauche.

Dans la dénonciation du programme bourgeois PS-P" C" F les marxistes-léninistes, révéleront systématiquement le rôle particulier dévolu à chacun des syndicats CGT-CFDT.

## souscription du 20 juillet au 20 septembre

Lyon	450 F	Boulogne/Mer	50 F
Maçon	270 F	Caen	360 F
	370 F		100 F
Amiens	20 F		230 F
Paris	250 F		120 F
Besançon	150 F	Oyonnax	100 F
	380 F		120 F
	400 F	Sochaux	50 F
Marseille	150 F	Villefranche/Saône	35 F
Dunkurque	100 F	Villefranche/Saône	50 F
	100 F	(soutien d'ouvriers immigrés)	5 F
Lille	130 F		
Villefranche/Saône	185 F	Martignes	20 F
Saumur	20 F	Longwy	300 F
	20 F	Fours	100 F
Lyon	855 F		
	500 F	Total	5.970 F
	200 F		

# pour atteindre les 3 millions lançons une campagne d'abonnement

MULTIPLIONS LE RESEAU D'ABONNES : Chaque camarade doit recenser ses amis qui, sans être en contact régulier avec les militants, peuvent être intéressés par notre journal : l'ami qui a quitté la région, l'ouvrier de l'usine qu'on vient de quitter... Il doit leur proposer un abonnement et éventuellement le souscrire pour eux (3 mois = 5 F). C'est dans un tel réseau que Front Rouge puera des correspondants, des contacts à organiser, des souscripteurs...

RECUEILLONS A USI DES ABONNEMENTS DE SOUTIEN : beaucoup de lecteurs prêts à s'abonner, sont prêts aussi à souscrire un abonnement de soutien. Il faut leur expliquer que l'abonnement simple est maintenu au minimum de 20 F, pour élargir la diffusion. Et que le journal a donc d'autant plus besoin d'argent.

Chaque lecteur régulier doit faire au moins un abonnement. 3 MILLIONS AVANT LA FIN DE L'ANNEE !

Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

50 f. 100 f. 200 f.

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

# abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France	Etranger
Pli normal	1 an 20 F	1 an 40 F
	6 mois 10 F	6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F	1 an 100 F
	6 mois 35 F	6 mois 50 F

abonnement d'essai : 3 mois = 5 f

# en vente les brochures front rouge

\* contre le spontanéisme

\* les OS face à l'intensification du travail

2,50 f la brochure (port payé) à front rouge ccp 204-51 lyon

# le dernier plan du g.r.p.



# a bas le régime d'oppression US-thieu

11 SEPTEMBRE 72 : DECLARATION DU GRP

"Le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam a avancé la solution en 7 points dont les 2 questions clefs ont été précisées. Sa position dans les négociations est la suivante :

... Les Etats Unis étant l'agresseur doivent mettre un terme à leur agression, respecter scrupuleusement les droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien, et le droit de la population du sud-vietnam de régler elle-même ses propres affaires sans aucune ingérence étrangère, en conformité avec la situation réelle qui règne actuellement au Sud-Vietnam. Le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire a proposé la formation d'un gouvernement provisoire de concorde nationale à 3 composantes, comprenant des personnes du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam, des personnes de l'administration de Saigon, et des représentants d'autres forces politiques au Sud-Vietnam, y compris des personnes qui, pour des raisons politiques, doivent vivre à l'étranger. Les trois composantes de ce gouvernement seront à parties égales et sur un pied d'égalité. Le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire et l'administration de Saigon, sans Nguyen Van Thieu, désigneront chacun ses membres qui participeront au gouvernement de concorde nationale, la désignation des personnes appartenant à la troisième composante sera faite par voie de consultation."

La presse bourgeoise s'est déchaînée pour truquer la dernière déclaration du GRP. Il est nécessaire de rétablir un certain nombre de vérités.

## LE GRP A-T-IL CHANGE DE POLITIQUE ?

Non. Dès 1967, dans son programme, le FNL fixait les principes de son combat : réaliser l'union la plus large contre l'impérialisme US et ses valets. Il prévoyait déjà la forme que devait prendre cette union, un "gouvernement d'union nationale". Rien de tout cela n'a changé.

Quand les américains ont accepté de venir négocier à Paris, le FNL leur a bien précisé qu'il ne leur demandait que de cesser toute agression et reconnaître la cessation de leur agression, le droit du peuple vietnamien à l'autodétermination. Le reste se négocierait entre vietnamiens (plan en 10 points de 69). Depuis, chaque nouveau plan du GRP n'a jamais cédé en rien sur le retrait de l'impérialisme US, il n'a fait que préciser comment se réaliserait l'union nationale du peuple vietnamien, en tenant compte de son renforcement et de son élargissement à chaque nouvelle étape. Le plan en 7 points de juillet 71 et les précisions sur les 2 points clefs de février 72 en définissent les 3 composantes.

La dernière déclaration du GRP fournit entre autres des précisions sur la formation de la 2<sup>e</sup> composante en tirant le bilan des 5 derniers mois de l'offensive victorieuse des Forces Armées Populaires de Libération (FAPL).

## LE GRP RENONCE-T-IL A CHASSER THIEU ET SA CLIQUE ?

Les réactions de la presse bourgeoise à la dernière déclaration du GRP sont significatives. Tous y voient, enfin, une reconnaissance du gouvernement de Saigon ; Europe n° 1 est même allé jusqu'à prétendre que Thieu allait rentrer dans le gouvernement à 3 composantes... ! L'extrait publié ci-contre balaye cette calomnie. En fait, le FNL, puis le GRP, ont toujours reconnu l'existence d'une administration et d'une armée saïgonnaise, ils l'ont même qualifiée de fantoche de l'impérialisme US. Et si le GRP souligne la réalité de l'existence de 2 administrations, c'est pour affirmer que l'une tend à disparaître et l'autre à se renforcer : "cette réalité (actuelle du Sud-Vietnam), c'est l'existence d'un pouvoir et de Forces Armées Populaires, qui se développent dans le combat victorieux contre les impérialistes américains agresseurs et leurs valets, quant à l'administration fantoche de Saigon, elle n'est qu'un instrument des impérialistes américains agresseurs et se trouve dans une position de défaite, une position où elle dégringole la pente." Des couches de plus en plus larges de la population approuvent les positions du GRP, y compris parmi ceux qui suivaient la clique de Thieu, lycéens et étudiants fils de la bourgeoisie saïgonnaise, et même des fonctionnaires et des militaires de l'appareil fantoche. Que restera-t-il de cet appareil d'oppression, de cette armée fantoche, quand les américains leur au-



Les étudiants contre la répression US-Thieu

## 2 FEVRIER 72 : LES 2 POINTS CLEF PRECISANT LES 7 POINTS DU GRP

1. — "...Le gouvernement des Etats unis doit avancer une date précise pour le retrait complet du sud-Vietnam de la totalité des troupes, conseillers et personnel militaires, armes, matériel de guerre des états unis et des autres pays étrangers du camp américain, sans poser quelque condition que ce soit..."  
2. — "Nguyen Van Thieu doit donner immédiatement sa démission l'administration de Saigon doit cesser sa politique belliciste, abolir immédiatement son appareil d'oppression et de coercition... Aussitôt après la réalisation de ce qui précède, le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire discutera avec l'administration de Saigon de la formation d'un gouvernement de concorde nationale à 3 composantes en vue de tenir des élections générales au sud-vietnam..."

ront retiré tout soutien aérien, toute aide en armes et munitions, tout "conseiller" technique, et quand Thieu lui-même et sa poignée d'irréductibles s'enfuiront aux bottes des américains ? Il n'en restera plus que des milliers de soldats enrôlés de force et des fonctionnaires las de la guerre : ils auront leur représentant dans le gouvernement à 3 composantes.

## LE GRP EST-IL UN GOUVERNEMENT COMMUNISTE QUI VEUT IMPOSER LE COMMUNISME ?

Le gouvernement de coalition est inscrit depuis longtemps dans le programme du FNL puis du GRP. C'est que leur objectif n'est autre que chasser l'impérialisme US et de construire un Vietnam indépendant. Pour vouloir un tel Vietnam, il n'est pas besoin d'être communiste. Différentes classes de la société vietnamienne, des gens d'opinions différentes peuvent s'unir et lutter sur ce même objectif. Le FNL est un front uni de différentes classes et n'est pas constitué seulement des communistes et le GRP représente un front encore plus vaste.

Le GRP s'était constitué pour lutter contre l'agression américaine. Si les américains acceptent de cesser cette agression, le GRP pourra céder la place à un autre gouvernement de coalition, le gouvernement à 3 composantes, dont l'objectif est d'organiser des élections libres : sa composition sera encore plus large.

Des communistes, il y en a bien sûr dans le FNL et le GRP. Comme tous

les communistes, leur programme à long terme, c'est de construire le communisme dans leur pays. Mais ils ont aussi été les premiers à se soulever contre l'agression US et se sont retrouvés aux premières lignes de combat. C'est même grâce à la ligne politique qu'ils ont développée que le peuple vietnamien remporte aujourd'hui de telles victoires. Et aujourd'hui ces mêmes communistes ne prétendent pas imposer un gouvernement communiste : ils sont les premiers à lutter pour le gouvernement à 3 composantes, la forme que prend le pouvoir populaire dans l'étape actuelle.

## LE GRP RENONCE-T-IL A LA LUTTE ARMEE ?

C'est le peuple en armes, sous la direction du FNL, qui a remporté les victoires actuelles, c'est lui qui imposera aux diverses composantes le respect de leurs engagements. Ainsi une des conditions exigées est-elle la non élimination d'aucune des parties, donc le peuple restera en armes.

De toutes façons, le GRP ne se fait pas d'illusions sur la volonté sincère de l'impérialisme US à lâcher Thieu, et donc sur une solution rapide : "tant que les impérialistes américains agresseurs continueront la guerre et maintiendront l'administration fantoche de Saigon, la population sud-vietnamienne, ensemble avec ses compatriotes du Nord bien-aimés, et exécutant le testament du président Ho Chi Minh vénéré, est déterminée à poursuivre le combat jusqu'à ce que les yankees déguerpiissent et que croulent les fantoches".

## espagne

# 50.000 grévistes à Vigo

Au moment où Pompidou évoquait l'entrée de l'Espagne dans le marché commun, les 5.000 ouvriers de la filiale espagnole de Citroën étaient en pleine grève contre l'exploitation capitaliste.

Le 9 septembre les 5.000 ouvriers de l'usine Citroën-Hispania à Vigo en Galice commencent des arrêts de travail pour réclamer l'abaissement de la journée de travail de 48 h à 44 h. La réaction patronale ne se fait pas attendre. 5 ouvriers suspectés de diriger le mouvement sont licenciés, 4 autres mis à pied.

Le lundi 11 septembre, les ouvriers décident de ne pas reprendre le travail tant que leurs camarades ne sont pas réintégrés. Des manifestations sont organisées et très vite des débrayages éclatent dans les autres entreprises de la ville. L'appel à la grève générale lancé pour les 15 et 16 septembre est un succès : 50.000 ouvriers arrêtent le travail, les 23 plus grosses usines de la ville sont fermées. En signe de solidarité des commerçants ferment leur magasin, des arrêts de travail gagnent les lignes d'autobus. En dépit d'une répression féroce (des renforts de gardes civils sont dépêchés à Vigo, 100 personnes sont arrêtées), le lundi 18 septembre, les 50.000 ouvriers poursuivent la grève, manifestent et montent des barricades dans différents quartiers de la ville aux cris de : "Liberté" "Nous voulons du pain !".

Il n'est pas question pour la direction Citroën de céder ; elle reçoit l'appui de l'ensemble des patrons de Vigo qui lancent collectivement un ultimatum pour la reprise, qui expire le jeudi 21 septembre. Les ouvriers ne cèdent pas. Collectivement toujours et avec la participation et l'accord des autorités franquistes, les directions des principales entreprises annoncent le jeudi 21 septembre le licenciement de 4.000 ouvriers.

Les ouvriers de Vigo ont une solide expérience derrière eux. C'est dans cette même région de Galice, à quelques kilomètres de Vigo, à Ferrol, qu'au printemps dernier, les ouvriers des chantiers navals avaient mené une lutte très dure au cours de laquelle la police franquiste a assassiné 3 ouvriers grévistes. La solidarité ouvrière avait riposté par la grève dans toute la Galice et surtout à Vigo. En juin les ouvriers des chantiers navals de Vigo avaient déclenché une grève pour une augmentation de salaire. Face à la répression patronale et policière les ouvriers de Vigo, dont ceux de Citroën, avaient encore riposté par la grève et la solidarité. Les conditions de vie imposées à la classe ouvrière espagnole sont de plus en plus dures : pendant l'été les prix ont énormément augmentés, entre autres ceux du pain, du lait. La combativité de la classe ouvrière s'accroît et se renforce.

24 septembre.

# la terreur sioniste

Après la mort d'un diplomate israélien à Londres, par un colis piégé, le concert réactionnaire et sioniste a retenti de plus belle, concert auquel s'est empressé de se joindre le ministre des affaires étrangères de l'Egypte "désolé" pour "ce chagrin humain auquel nous sympathisons".

Rappelons d'abord que ce sont les sionistes, eux qui veulent aujourd'hui se présenter, et sont présentés, comme victimes, qui ont inauguré les lettres piégées en 1950 en Egypte. Que cette pratique qu'ils décrivent tant aujourd'hui, ils la mettent en œuvre depuis toujours : par exemple en juillet dernier le porte parole du FPLP a été tué par l'explosion de sa voiture piégée.

Constatons en 2<sup>e</sup> lieu, que ce sont les pourfendeurs du terrorisme aveugle, qui sont entrain de légaliser le terrorisme : Abban Eban au lendemain de l'attentat lance un solennel avertissement : "Ceux qui répandent le sang innocent, ceux qui les soutiennent, et ceux qui les aident seront récompensés comme ils le méritent". Ygal Allon précise quant à lui, "ni la Syrie, ni aucun autre pays arabe qui aidera les organisations terroristes ne seront à l'abri en ce qui concerne des opérations anti-terroristes... Israël n'utilisera pas toujours les mêmes méthodes, pas toujours le même moment, pas toujours le même territoire. C'est une phase nouvelle dans notre campagne anti-terroriste... Elle ne pourra rester accidentelle. Elle sera systématique".

Certes le gouvernement sioniste, pour, sans doute, mieux justifier aux yeux de l'opinion mondiale, sa campagne anti-terroriste, se fait fort d'en contrôler lui-même les moyens en réprimant systématiquement toute tentative contre-terroriste émanant de

groupes organisés. Il annonce avec fracas l'arrestation de l'ancien chef de l'Irgoun et du chef de la ligue de Défense Juive.

On est certain de la duplicité de ces déclarations quand on sait que les crimes de ces groupes sionistes ne datent pas d'après l'attentat de Munich, que ces derniers ont déjà sévi dès les premiers jours de l'occupation sioniste, qu'ils ont été les sinistres responsables des massacres de Deir Yassine et autres, et qu'ils ont toujours agi dans la plus parfaite impunité.

A la sortie du village de Jouaya, la mercédès immatriculée 83 274 avec ses sept passagers du village de Toulaine, a été écrasée par un tank israélien. Il s'agit de la famille Awaka - le père, la mère, l'oncle, les 3 enfants, dont deux venaient d'être blessés au cours d'un bombardement, et le chauffeur de taxi. Ils furent arrêtés devant un barrage israélien : les soldats leur demandèrent leur carte d'identité. Les 2 blessés ne les portant pas sur eux, le chauffeur ne fut pas autorisé à poursuivre sa route. Les parents protestèrent, non sans une certaine véhémence, faisant valoir que leurs enfants avaient besoin de soins urgents et qu'on ferait acte de barbarie si on les empêchait de les emmener à l'hôpital le plus proche. Jugeant la remarque trop arrogante, l'officier qui commandait la patrouille israélienne... ordonna au conducteur d'un Centurion "de faire le nécessaire". Celui-ci mit le moteur en marche, et l'on vit soudain l'immense masse de 4 m de haut avancer et écraser de ses 60 tonnes le véhicule et ses occupants.

Extrait du Monde 22 septembre

# l'encercllement de la Chine Rouge se desserre

Le prochain voyage de Tanaka, premier ministre japonais, à Pékin, est un nouvel échec pour la politique des impérialistes US en Asie, tout comme pour celle du social-impérialisme soviétique.

La défaite de l'impérialisme japonais en 1945 avait permis à l'impérialisme US de faire de ce pays une base d'agression contre tous les peuples d'Asie aspirant à la liberté et à l'indépendance. Témoin, toutes les bases US dressées par les yankees sur le territoire japonais, dont la plus célèbre est la base d'Okinawa, témoin tous les traités militaires qui lient le Japon et les USA, laissant à ces derniers les mains libres pour attaquer tout les peuples en lutte de la région. Le développement inégal des impérialismes, le déclin de l'impérialisme US, (causé essentiellement par les coups des peuples dominés), accompagné du relèvement de l'impérialisme japonais, n'avaient jusqu'à présent guère modifié la situation : les impérialistes US avaient simplement imaginé pour parer à leurs difficultés, de faire accomplir leur sale besogne en Asie par l'impérialisme japonais lui-même : à l'image de la politique de vietnamisation, "faire combattre les vietnamiens par les vietnamiens", ils

voulaient "faire combattre les asiatiques par les asiatiques" en fixant à l'impérialisme japonais le rôle de gendarme de cette région du monde. C'est pourquoi le gouvernement chinois dénonçait résolument outre la présence en Asie de l'impérialisme US, le militarisme japonais.

Le social-impérialisme soviétique avait pour sa part essayé de profiter des contradictions entre impérialisme japonais et US pour jouer sa carte dans ce pays. N'avait-il pas tenté de mettre sur pied un traité de sécurité collective en Asie unissant le Japon, l'Indonésie, etc... et visant, bien que de manière inavouée, l'encercllement de la Chine Rouge ? N'avait-il pas envoyé à Tokyo son ministre des affaires étrangères Gromyko en février de cette année négocier des investissements japonais en Sibérie, la cession au Japon de 2 des îles Kouriles contre une politique résolument anti-chinoise de l'impérialisme japonais (voir Front Rouge n° 12).

Toutes ces manœuvres viennent d'être mises en échec. La défaite de plus en plus inéluctable de l'impérialisme US au Vietnam, les victoires enregistrées par les 3 peuples Indochinois, la politique de paix proposée par le gouvernement chinois, n'encou-

ragent nullement l'impérialisme japonais à jouer à fond le jeu des impérialistes US en Asie ! C'est pourquoi le nouveau premier ministre japonais vient d'accepter les propositions chinoises : cesser de reconnaître la clique de Tchang Kai Chek qui continue à occuper grâce au soutien des impérialistes US, la province chinoise de Taïwan, et reconnaître le gouvernement de la République Populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime de Chine. C'est le fruit de la politique du gouvernement chinois, qui, en faisant venir Nixon à Pékin, a non seulement désserré l'étau que la collusion impérialisme US-social impérialisme soviétique faisait peser sur la Chine, mais a aussi accru les contradictions entre l'impérialisme US et l'impérialisme japonais. Il a d'une part développé l'amitié entre les peuples chinois et japonais, il a d'autre part développé le commerce avec les firmes japonaises sous condition qu'elles refusent d'investir à Taïwan et en Corée du sud et qu'elles ne tirent pas de profit de la guerre du vietnam : il a ainsi créé des conditions favorables pour que l'impérialisme japonais change de politique.